ENGAGEMENT DES PAYS POUR LE FINANCEMENT DE L'EDUCATION

Campagne de Sensibilisation sur le Financement de l'Education

"L'Education Multiplie les Opportunités : Investissons dans l'Avenir"

Identification du Pays Partenaire

Pays:	NIGER
Ministère/Institution:	MINISTERE DEL'EECONOMIE ET DES FINANCES / CAMOS-PSEF
Date:	16 /12 /2025

1.Engagement en terme de Volume des Ressources Publiques Allouées à l'Education		
1.1. Veuillez sélectionner les domaines d'engagement en cliquant sur les cases pertinentes		
☒ Augmenter ou maintenir les dépenses consacrées à l'éducation, estimées en pourcentage du budget national (Hors services de la dette nationale)	☐ Augmenter ou maintenir les dépenses consacrées à l'éducation, estimées en pourcentage du PIB	☐ Autre (Veuillez préciser)
1.2. Description du périmètre budgétaire de l'éducation		
Veuillez énumérer tous les ministères et autres institutions compétentes pris en compte dans le calcul des dépenses consacrées à l'Education. - *MINISTERE DE l'EDUCATION NATIONALE, DE l'ALPHABETISATION ET DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES (MEN/A/PLN) ;* - *MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE (MES/R/IT);* - *MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS (MJS);* - *MINISTÈRE DE LA REFONDATION, DE LA CULTURE ET DE LA PROMOTION DES VALEURS SOCIALES (MR/C/PVS);* - *MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA FORMATION TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS (MEF/T/P).*		
1.3. Dépenses historiques et prévues		

2025	2026	2027	2028	2029	2030

Pourcentage (% du budget national-Hors services de la dette) : 19%	Pourcentage (% du budget national-Hors services de la dette) : 18%	Pourcentage (% du budget national-Hors services de la dette) : 20%	Pourcentage (% du budget national-Hors services de la dette) : 20%	Pourcentage (% du budget national-Hors services de la dette) : 20%	Pourcentage (% du budget national-Hors services de la dette) : 20%
✓ Pourcentage (% du PIB) : 2,90%	✓ Pourcentage (% du PIB) : 2,56%	Pourcentage (% du PIB) : 3%	Pourcentage (% du PIB) : 3%	Pourcentage (% du PIB) : 3%	Pourcentage (% du PIB) : 3%
Pourcentage (Autre)	Pourcentage (Autre)	Pourcentage (Autre)	Pourcentage (Autre)	Pourcentage (Autre)	Pourcentage (Autre)
Valeur monétaire - *Monnaie locale* : F CFA - *Montant total des dépenses en Monnaie locale* : 382 589 519 038	Valeur monétaire *-Montant total des dépenses en Monnaie locale* : 368 138 941 720	Valeur monétaire *-Montant total des dépenses en Monnaie locale* : 390 227 278 223	Valeur monétaire *-Montant total des dépenses en Monnaie locale* : 413 640 914 917	Valeur monétaire *-Montant total des dépenses en Monnaie locale* : 438 459 369 812	Valeur monétaire -- *Montant total des dépenses en Monnaie locale* : 464 766 932 000

Veuillez indiquer si vous avez des plans pour augmenter les ***dépenses par enfant consacrées à l'éducation*** **:** ☐*Oui* ☒ *Non*

Valeur de base :
- *Année* :
- *Montant par enfant* :

Ciblé :
-*Année* :
-*Montant par enfant* :

-Veuillez indiquer le document ou le cadre stratégique d'où provient la valeur de base et la cible des dépenses par enfant consacrées à l'éducation

1.4. Base de l'engagement pour augmenter ou maintenir le volume des dépenses consacrées à l'éducation

Veuillez indiquer et décrire brièvement des actions en cours ou planifiées visant à augmenter les ressources financières consacrées à l'Education :

☒ *Collecter des revenus additionnels (e.g., à travers des réformes sur les politiques de taxation ou l'amélioration des collectes de taxes).*

- *Le Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage (FAFPA) : prélèvement de 2 % sur la masse salariale versée aux employés nigériens et 4 % sur la masse salariale versée aux employés de nationalités étrangères. La Direction Générale des Impôts (DGI) procède à la collecte de cette taxe d'apprentissage et verse 60 % du montant dans le compte de dépôt de FAFPA logé au Trésor public.*
- *Depuis janvier 2025, le Gouvernement du Niger a mis en place un fonds national pour le développement du sport.*

☐*Développer des stratégies de mobilisation de ressources pour le financement durable de l'éducation (e.g., Prélever des taxes spécifiques pour créer un fonds dédié à l'éducation, établir des partenariats public-privés, etc.). Veuillez préciser*

☒ *Améliorer l'exécution du budget alloué à l'éducation.*

Le taux d'exécution du budget de l'éducation en 2024 est de 75,7 % (voir Rapport Annuel d'Exécution du PSEF 2024). En vue d'améliorer ce taux, les Ministères en charge de l'éducation et de la formation font le plaidoyer auprès du Ministère de l'Economie et des Finances pour rehausser les taux de libération des crédits aux deux premiers trimestres.

☐*Autre. Veuillez préciser*

NB: Le choix des actions de politiques publiques doit être soutenu dans la mesure du possible soit par le Plan National de Développement, le Plan Sectoriel de l'Education (PSE), le Pacte Partenarial ou d'autres documents de politiques publiques officiellement approuvées.

2.Engagement en termes d'Efficience des Dépenses Publiques Consacrées à l'Education

Veuillez indiquer et décrire brièvement les actions en cours ou planifiées visant à améliorer l'efficience des dépenses publiques consacrées à l'éducation :

☒ *Améliorer les Systèmes de Gestion des Finances Publiques pour une meilleure gouvernance, et des mécanismes de redevabilité et de mise en œuvre plus efficaces. - Veuillez préciser*

- *Institutionnalisation des contrats de performance dans la chaîne de gestion financière des dépenses publiques.*
- *Mise en œuvre des reformes consacrées par les directives des dernières générations de l'UEMOA, notamment la pluri annualité, l'approche programme, le passage d'une logique des moyens à une logique des résultats, la rénovation du système du contrôle, la refonte du système comptable basé sur un type patrimonial, l'adoption du code de transparence et l'élaboration du Projet Annuel de Performance et du Rapport Annuel de Performance.*

☒ *Améliorer la gestion et les mécanismes de rémunération des enseignants. Veuillez préciser*

- *Paiement des salaires de tous les enseignants fonctionnaires dans le système bancaire*
- *Paiement des pécules des enseignants contractuels à travers le dispositif de paiement mobile de NIGER-POSTE.*

☒ *Réduire la fragmentation des mécanismes de financement et de mise en œuvre. Veuillez préciser*

- *Elaboration d'un cadre stratégique de planification holistique du secteur de l'éducation et de la formation (PTSEF)*

- *Existence d'un Fonds Commun Sectoriel Education (FCSE) opérationnel depuis 2018. Ce fonds s'est vu renforcé à partir de 2026, à travers l'approbation d'un nouveau financement du PME.*

☒ *Renforcer les systèmes de suivi et la disponibilité des données éducatives et financières. Veuillez préciser*

Accessibilité à la base du Ministère de l'Economie et des finances (Base BOOST) qui permet d'établir la situation de l'exécution financière du système éducatif, d'une part, et d'autre part la production régulière des annuaires statistiques et des rapports (semestriels et annuels) d'exécution techniques et financières.

☒ *Adopter des approches innovantes de budgétisation orientées vers les résultats (e.g. Budgétisation basée sur les résultats); Veuillez préciser*

- Adoption du Budget-Programmes (Elaboration des DPPD, PAP), depuis 2018
- Elaboration, mise en œuvre et suivi des Plans d'Actions Annuels (PAA) axés sur les Résultats du PTSEF.

☒ *Renforcer la prestation des services éducatifs pour améliorer les apprentissages, la rétention et l'achèvement; Veuillez préciser*

Application de mesures pour l'utilisation rationnelle des ressources :

- *Mise en place d'un dispositif du temps scolaire ;*
- *Regroupement des écoles rurales à faibles effectifs ou dans les zones d'insécurité ;*
- *Mise en place de mesures incitatives (octroi de bourses, des kits d'hygiène, des kits scolaires aux élèves notamment les filles ; subventions aux établissements scolaires des communes les plus vulnérables, financement des AGR notamment à l'endroit des AMEs) ;*
- *Mise en place de mesures visant la réduction des disparités dans l'allocation entre le milieu rural et le milieu urbain à sureffectif d'enseignants (octroi d'indemnité de zones désertiques et habitats dispersés, indemnité de craie);*
- *Application d'un système de multi gradation dans les écoles avec des effectifs réduits et la réduction du personnel d'appui dans les établissements scolaires à cantines ;*
- *Valorisation de l'emploi de services effectifs des enseignants du secondaire ;*
- *Mise en œuvre du Paquet minimum pour l'amélioration de la qualité (PMAQ)*
- *Elaboration et mise en œuvre de stratégies de remédiation à tous les niveaux du Primaire et aux nouveaux entrants des collèges d'enseignement général (CEG).*

☐*Autre, Veuillez préciser*

NB: Le choix des actions de politiques publiques doit être soutenu dans la mesure du possible soit par le Plan National de Développement, le Plan Sectoriel de l'Education (PSE), le Pacte Partenarial ou d'autres documents de politiques publiques officiellement approuvées.

3.Engagement en termes d'Equité dans les Dépenses Publiques Allouées à l'Education

Veuillez indiquer et décrire brièvement les actions en cours ou planifiées visant à améliorer l'équité des dépenses publiques consacrées à l'éducation :

☒ *Renforcer les politiques et mécanismes d'allocations des ressources publiques, notamment par l'adoption de formules de financement fondées sur les besoins des établissements scolaires ou l'allocation des enseignants. Veuillez préciser*

- *Elaboration et utilisation, depuis 2022, de Critères d'Allocation de Ressources aux Directions Régionales de l'Education Nationale (CARDREN) ;*
- *Utilisation d'outils de priorisation et de ciblage pour les allocations en investissements (infrastructures), le financement des mesures incitatives pour renforcer la demande d'éducation et les subventions aux établissements scolaires (Outils de mesure des vulnérabilités du système éducatif).*

☒ *Assurer le suivi des allocations équitables des ressources publiques. Veuillez préciser*

- *Existence de mécanisme de veille pour le respect de l'équité dans l'allocation des ressources en tenant compte des Lettres de cadrage du Ministère de l'Economie et des Finances et des Partenaires du Fonds Commun Sectoriel Education (FCSE) ;*
- *Elaboration et mise en œuvre d'un PAA par chaque Structure déconcentrée et d'un PRAA par chacune des huit (8) Régions qui est suivi d'un Rapport annuel d'exécution (RAE) analysé et validé par les instances de pilotage du PTSEF.*

☒ *Adopter des mécanismes de budgétisation en faveur des régions défavorisées, ou des approches basées sur le genre, et l'inclusion. Veuillez préciser*

- *Elaboration et mis en place, depuis 2022, de Critères d'allocation de ressources aux directions régionales de l'éducation nationale (outil CARDREN) ;*
- *Utilisation d'outils de priorisation et de ciblage pour les allocations en investissements (infrastructures), le financement des mesures incitatives pour renforcer la demande d'éducation et les subventions aux établissements (Outils de mesure des vulnérabilités du système éducatif).*

☒ *Orienter les ressources vers la réduction des disparités d'accès. Veuillez préciser*

- *Le Niger dispose d'une Stratégie nationale d'accélération de l'éducation et de la formation des filles et des femmes (SNAEFFF), d'une stratégie nationale de réduction de la vulnérabilité du système éducatif (SNRV-SE), d'une stratégie nationale opérationnelle en matière de programme de constructions scolaires au Niger (SNCSN). Toutes ces stratégies ont pour objectif d'orienter les ressources vers les communautés les plus vulnérables ;*
- *Dans le cadre de la mise en œuvre du FCSE, au moins 80 % des ressources sont orientées vers les structures déconcentrées et décentralisées.*

☐*Autre, Veuillez préciser*

NB: Le choix des actions de politiques publiques doit être soutenu dans la mesure du possible soit par le Plan National de Développement, le Plan Sectoriel de l'Education (PSE), le Pacte Partenarial ou d'autres documents de politiques publiques officiellement approuvées.

4.Approbation des engagements

Veuillez indiquer la liste des institutions qui ont approuvé les engagements de votre pays

☐Bureau du Président ☒ Bureau du Premier Ministre ☒ Ministre des Finances ☒ Ministre de l'Education ☐Autres Ministères ou Départements (Veuillez préciser)